

Le pouvoir aux travailleurs

04 AVRIL 2010

N° 161

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
<u>EDITORIAL :</u>	
- LES ENJEUX DE LA REUNIFICATION DU PAYS ET LES ATTENTES DES POPULATIONS PAUVRES	2 - 3
- COUPURES D'EAU DANS LES QUARTIERS POPULAIRES D'ABIDJAN : UNE SITUATION INACCEPTABLE !	4
- FETES DE PAQUES DANS UNE MISERE GENERALISEE	4 - 5
- LUTTE CONTRE LE RACKET : BEUCOUP DE TAPAGE ET BEUCOUP DE VENT	5
- L'HYPOCRISIE DES AUTORITES A L'ANNONCE DES PLUIES DILUVIENNES	6
- DES CADEAUX, LE GOUVERNEMENT N'EN A QUE POUR LES RICHES	6
- COUPURES INTEMPESTIVES D'EAU ET D'ELECTRICITE : LES FEMMES DE KOUMASSI CRIENT LEUR RAS- LE- BOL.....	7
- DARLING : L'ELECTION DE NOUVEAUX DELEGUES NE PEUT PAS PALIER AU MANQUE DE COMBATIVITE DES TRAVAILLEURS	8
- SOTACI : LES AFFAIRES MARCHENT BIEN, LES CONDITIONS DE TRAVAIL DOIVENT S'AMELIORER	8
- 1 ^{ER} MAI : JOURNEE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS	9

LES ENJEUX DE LA REUNIFICATION DU PAYS ET LES ATTENTES DES POPULATIONS PAUVRES

Le temps où les dirigeants politiques faisaient croire que la Côte d'Ivoire se dirigeait vers des élections présidentielles comme un fleuve tranquille est passé. Comme un coup de tonnerre dans un ciel serein, Gbagbo a dissous en même temps le gouvernement et la CEI chargée d'organiser les futures élections. A peine le nouveau gouvernement et la nouvelle CEI ont-ils été mis en place, qu'il exige maintenant la réunification effective du pays et le désarmement des FN « *avant la tenue des élections* ». Par ailleurs, il remet aussi en cause les listes électorales, même celle qui avait été déjà validée par ses propres partisans.

Comment expliquer ce revirement ? Gbagbo serait-il aujourd'hui militairement assez fort pour oser brusquer les FN et imposer sa volonté à l'ensemble de ses opposants ?

Un homme politique avait comparé l'approche des échéances électorales à une course à pied de 100 Km. Selon lui, il ne resterait plus que les derniers 20 Km à courir pour arriver au bout. Il faut croire que le chemin restant est sur une pente raide car on fait du sur-place, voire on recule !

Tous ces gens-là faisaient croire jusque-là que le déploiement de l'administration au Nord, l'encasernement des forces rebelles, la mise en place et l'installation des « *forces intégrées* » (c'est-à-dire celle composée des forces armées des FN et de l'armée régulière), se dérouleraient tel qu'ils les avaient tracés dans leur chronogramme. Aujourd'hui, ils avouent que la réalité au Nord n'est pas vraiment celle qu'ils nous présentaient.

L'administration centrale, à commencer par les Préfets et les juges, même là où ils ont été installés avec beaucoup de difficultés et surtout beaucoup d'argent dépensé, n'a aucun pouvoir. De plus, tout ce qui a trait à la gestion de l'argent de l'Etat, à savoir les taxes, les impôts, la douane, sont toujours exclusivement sous la coupe des FN. Même là où le gouvernement dit que la « *force intégrée* » existe ce n'est que de manière virtuelle. C'est le ministre de la défense en personne qui l'avoue aujourd'hui.

Quiconque ayant eu récemment l'occasion de traverser le pays pour se rendre au Nord peut constater qu'une fois passé le barrage de Tiébissou, commence l'autorité des FN, comme par le passé. Jusqu'à la frontière de la Guinée, du Mali, du Burkina Faso ou du Ghana, il ne verra pas l'ombre des forces armées gouvernementales. Pas plus, d'ailleurs, de la présence de la douane ivoirienne. Cela signifie-il que le droit de douane n'est pas payé ? Bien sûr que non ! Par contre, l'argent rentre à tous les coups dans les caisses opaques des FN. Il en va pareillement des taxes et autres impôts payés par les populations dans les villes comme Bouaké et Korhogo. C'est le règne de la contrebande. Là-bas, même le carburant n'a ni la même odeur, ni la même couleur, ni le même prix que dans la partie gouvernementale. Lorsqu'à Abidjan les stations essences facturent, par exemple, le litre du carburant super à 779 Fr, au Nord, n'importe quelle station, y compris celle de Total, le vend à 550 Fr ! Ce carburant, on ne connaît pas officiellement la provenance (peut-être du Nigéria en transitant par le nord du Bénin, du Togo et du Ghana).

Qui au FN contrôle toute cette manne provenant du commerce, des taxes et du racket ? Soro Guillaume ? Les Com'Zone ? Au sein des FN, quelle est la force qui milite

pour la réunification et pour quel intérêt ? Et quelles sont celles qui agissent dans le sens contraire ? Ce qui est certain c'est qu'au sein des Forces Nouvelles nombreux sont ceux qui pensent qu'ils vont perdre des avantages dans la réunification. C'est en grande partie cela qui explique leur manque d'empressement à lâcher leurs positions. Ils font monter les enchères mais Gbagbo sait que s'il leur cède de l'argent ou des grades pour les acheter, il fera des envieux et des mécontents dans ses propres rangs.

Personne ne sait jusqu'à quand durera cette situation, mais elle n'a que trop duré et ne fait qu'aggraver les conditions d'existence des populations pauvres. Celles qui vivent dans le Nord subissent tout pareillement qu'ici au Sud, la vie chère, le chômage, le racket, l'insécurité et la vie dure.

Malheureusement, ceux qui croient, au Nord comme au Sud que la tenue de l'élection présidentielle améliorera leur existence se font des illusions, même si par ailleurs ils ont raison de souhaiter que cette élection ait lieu plutôt que d'être sans cesse reportée. Derrière leur souhait de voir arriver cette élection il y a le souhait que le pays ne soit plus coupé en deux et surtout qu'on revienne au moins dans la situation qui prévalait avant la coupure du pays.

Mais par quel miracle l'ouvrier qui n'arrive pas aujourd'hui à s'en sortir avec son maigre salaire, résoudra-t-il son problème par le seul fait des élections ? Est-ce que c'est parce qu'il n'y a pas d'élection que son patron le maintient en journalier corvéable à merci ? Pourquoi le riz qui est un produit importé, qui débarque au port d'Abidjan, est-il devenu inaccessible à la bourse du pauvre ? Pourquoi l'ouvrier n'arrive-t-il plus à nourrir, scolariser et soigner convenablement ses enfants ? La réponse à ces questions ne réside pas dans la tenue ou non des élections mais dans la capacité des travailleurs d'imposer leurs revendications.

Les dirigeants politiques mentent lorsqu'ils font croire que l'activité économique sera meilleure et que par conséquent la clé des problèmes des pauvres se trouve dans la tenue des élections. La division du pays en deux n'empêche pas, par exemple, aujourd'hui le Port Autonome d'Abidjan de battre tous les records de tonnage comme jamais dans le passé. Mais ce n'est pas pour autant que les dockers sont mieux payés ! Les usines de Filtisac pourront peut-être demain augmenter encore plus leur production. Ce n'est pas pour autant non plus que les ouvriers auront une augmentation de salaire ni que les nombreux journaliers mal payés seront automatiquement embauchés. La seule chose certaine, c'est que le patron de Filtisac exigera de ses travailleurs, comme il le fait aujourd'hui, toujours plus de rendements sous peine de sanctions, Son ardeur à exploiter toujours plus ne sera stoppée que par la réaction vive des travailleurs.

La situation des travailleurs s'est aggravée au fil des ans, parce que patronat et gouvernement ont profité de l'affaiblissement de la classe ouvrière, à cause de son inorganisation, des divisions ethniques, venues s'ajouter aux divisions corporatistes. Ne faisons aucune confiance aux charlatans de tous bords qui promettent un avenir meilleur. Le sort des travailleurs dépend uniquement de leur propre capacité à défendre collectivement leurs intérêts en tant que travailleurs, en tant que pauvres. Ce qui signifie avant tout de leur capacité à s'unir et à faire face au patronat qui les exploite et au gouvernement, son allié et complice.

COUPURES D'EAU DANS LES QUARTIERS POPULAIRES D'ABIDJAN : UNE SITUATION INACCEPTABLE !

Cela fait des mois que les populations des quartiers pauvres d'Abidjan sont confrontées aux coupures et à la pénurie d'eau. Dans les quartiers, les femmes sont obligées de se réveiller tard dans la nuit, parcourir souvent des kilomètres pour espérer avoir rien qu'une bassine d'eau avec tous les dangers que cela comporte (agressions, viols). De plus, les queues dans les quelques points d'eau restés encore fonctionnels sont interminables. On peut facilement faire des heures avant de voir son tour arriver d'abord parce qu'il y a beaucoup de personnes qui veulent de l'eau en même temps, mais aussi parce que la pression de l'eau est très faible. L'eau est devenue une denrée tellement précieuse et rare qu'elle est rationnée dans les foyers. On n'ose plus faire la lessive ni même la vaisselle à tout moment ; pour se laver le soir chacun a droit à une petite quantité d'eau qui ne suffit jamais. Dans des périodes où l'eau manque vraiment, les gens se bousculent chez des commerçants d'eau qui vendent de l'eau contenue dans des bidons de 20 litres entre 200 F et 500F en fonction des endroits. On se croirait dans une région désertique tellement la situation est grave. Certains habitants sont même contraints de recourir à l'eau de puits, au risque d'attraper des maladies.

Ce qui est le plus révoltant dans cette affaire c'est toute l'indifférence des autorités qui, depuis toutes ces semaines

que perdure cette situation, ne font rien pour mettre fin aux souffrances des populations.

Les autorités publiques sont incompétentes pour résoudre cette situation. Oh, non pas que la solution est compliquée à trouver. Mais parce que c'est le dernier de leur souci ! Ce ne sont ni les riches, ni eux-mêmes qui vivent dans ces quartiers. De plus, les factures n'ont jamais cessé d'arriver, le prix de l'eau n'a jamais cessé d'augmenter. Les raisons avancées sont soi-disant pour moderniser les infrastructures de traitement de l'eau. Mais le scandale de la pollution de l'eau récemment à Yopougon et à Port-Bouet a montré clairement que le gouvernement et le groupe Bouygues propriétaire de la SODECI se moquent de la population.

Des solutions de première urgence existent bien sûr pour soulager la souffrance des gens. Pour un quartier comme Derrière-rails, il faudrait peut-être installer, une centaine de forages à raison d'une dizaine de millions de francs l'unité. Ce qui ferait un coût d'environ un milliard de francs. Le problème peut donc être réglé en peu de temps. On a vu justement comment le pouvoir en place a trouvé la somme de 23 milliards pour le problème de « *délestage* » parce que les riches commençaient à se plaindre. S'il consacrait une telle somme pour des infrastructures d'eau dans ce quartier, le problème serait durablement résolu.

FETES DE PAQUES DANS UNE MISERE GENERALISEE

A la veille de la fête de Pâques, pour une fois, la Radio Côte d'Ivoire a fait un reportage intéressant dans différents marchés de la ville d'Abidjan pour rendre compte de la situation actuelle des ménages.

Dans l'émission, la journaliste, avant tout commentaire, a interviewé un certain nombre de femmes venues faire le marché pour leurs familles respectives. La première à être interrogée a dit qu'elle

venait acheter des pattes de poulet pour sa petite sauce de Pâques ; la seconde, quant à elle, est venue acheter des pattes de bœuf ; la troisième a dit qu'elle ne savait pas comment faire avec le peu d'argent qu'elle avait tellement que le marché est cher, mais qu'elle allait faire de son mieux puisqu'il fallait bien que de toute façon la famille ait de quoi manger ce jour de fête et ainsi de suite.

Et la journaliste de conclure qu'avec une situation pareille, si l'on n'y prend garde, le panier de la ménagère risque de devenir un filet.

Voilà à quoi sont réduites aujourd'hui les familles de l'écrasante majorité des travailleurs et des populations pauvres.

LUTTE CONTRE LE RACKET : BEAUCOUP DE TAPAGE ET BEAUCOUP DE VENT

Il n'est pas aisé pour certains voyageurs, surtout d'origine étrangère, de se rendre à la gare d'Adjamé pour emprunter un car de transport sans être inquiétés par des policiers et des gendarmes en patrouille. Ces corps habillés postés à chaque carrefour de la gare s'adonnent à une sorte de braquage. Selon la tenue vestimentaire des voyageurs, certains sont interpellés pour des contrôles de pièces d'identité. Leur objectif étant évidemment de leur extorquer de l'argent.

Il y a quelques jours, deux jeunes maçons venus d'Aboisso pour un contrat ont été victimes de cette pratique. Ils avaient leurs pièces, mais malgré ça, le policier qui les avait interpellés leur demandait de payer quatre mille francs. Quand ceux-ci ont refusé de payer, l'agent les a retenus avec d'autres voyageurs arrêtés. Le temps qu'ils ont passé avec ces forces de l'ordre a été un véritable calvaire. Certains ont été séquestrés, d'autres ont été fouillés par les policiers. Ceux qui avaient de grosses

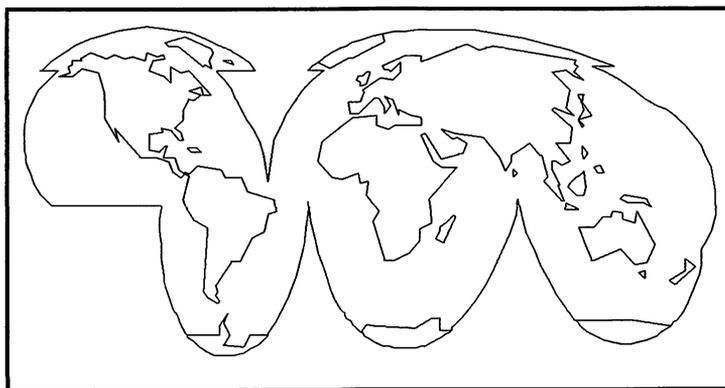
sommes d'argent sur eux en ont été dépouillés.

Les médias, il y a quelques jours, ont fait l'écho avec beaucoup de tapage du démantèlement du barrage d'Elibou sur l'autoroute du Nord en présence du chef d'état-major des armées. Pourtant, le même jour, des gendarmes étaient déjà postés à quelques kilomètres de là, à peine la cérémonie terminée, ils rançonnaient les transporteurs.

C'est dire que cette prétendue lutte contre le racket n'est que du cinéma ! Qui sait jusqu'où vont les ramifications de ce racket ! Ce qui est certain, c'est que ça ne s'arrête pas au niveau des seuls racketteurs sur le terrain !

Pour mettre fin au racket, il faudrait l'implication des populations qui en subissent les premières les conséquences. Les explosions de colère prenant à partie les corps habillés qu'on a pu parfois voir à Adjamé donnent une idée de ce que la population pourrait faire, mais en plus organisé, pour lutter efficacement contre ces forces de l'ordre racketteurs.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

L'HYPOCRISIE DES AUTORITES A L'ANNONCE DES PLUIES DILUVIENNES

Le jeudi 18 mars dernier, les différents responsables des 10 communes d'Abidjan et les ministères concernés se sont retrouvés pour se pencher sur le problème des inondations et éboulements de terrain pendant la saison pluvieuse.

Cette rencontre était organisée parce que la météo annonce des pluies diluviennes pour cette année. Donc, c'est pour prévenir, disent-ils, les drames auxquels les populations sont exposées dans les quartiers à risques. Chaque année, ces pluies font des dizaines de morts et des centaines de sans abris. Jusque là, les mêmes dirigeants attendaient que les drames se produisent pour aller apporter leur hypocrite solidarité aux familles endeuillées et promettre de faire quelque chose pour les éviter sans aucune suite.

L'année dernière, le ministre de l'intérieur, Désiré Tagro, à Cocody Gobelet, avait promis de faire déplacer les populations des quartiers à risque, sans donner une réelle précision sur leur éventuel relogement. Une semaine après, avec beaucoup de cynisme, le même ministre proposait son plan dit « Orsec ». Cela consistait, à faire déplacer ces

populations à l'approche des pluies et, une fois la saison des pluies finie, de laisser ces populations retourner dans leurs bas-fonds habituels. Quant à Mme Gbagbo, à Abobo elle avait promis la construction très rapidement de plusieurs bassins d'eau dans la commune, pour canaliser les eaux de ruissellement. Mais même le peu qui devait être fait ne l'a pas été.

Aujourd'hui, organiser cette rencontre ne coûte rien aux dirigeants, de plus, ils sentent de loin l'odeur de l'argent qu'ils espèrent probablement parvenir à détourner. En effet la « Banque mondiale » a décaissé quelques milliards pour l'assainissement du district d'Abidjan.

Ce qui est certain c'est que les inondations et les éboulements de terrain ne sont pas des calamités naturelles auxquelles on ne peut pas faire face. Il suffirait tout simplement de viabiliser les terrains comme c'est le cas des quartiers huppés de Cocody, Ensuite, il faut que l'Etat construise des logements sociaux à loyer modéré pour y faire loger les populations exposées. Mais c'est cette décision que les autorités ne veulent pas prendre alors que les moyens existent.

DES CADEAUX, LE GOUVERNEMENT N'EN A QUE POUR LES RICHES

Le Directeur Général des Impôts, Feh KESSE, a tenu une conférence devant le patronat ivoirien regroupé au sein de la Confédération des Grandes entreprises et des représentants des Chambres de commerce européenne et suisse. Il en a profité pour parler des mesures d'allègement fiscal dont ont bénéficié les entreprises depuis 2001.

Ces mesures ont coûté a – t – il dit plus de 800 milliards à l'Etat. L'impôt sur les bénéfices des sociétés est passé de 35 à 25 %. Il a aussi indiqué que l'assiette de la patente et de l'impôt foncier a été réduite.

A quoi ont donc servi les 800 milliards empochés par les patrons ? A créer des emplois ? A augmenter les salaires des travailleurs ? A diminuer les prix des denrées alimentaires ? Bien sûr que non ! Avec ces 800 milliards, combien de logements sociaux pour les familles modestes aurait-on pu construire ? Combien d'écoles, combien d'hôpitaux, etc ?

C'est dire combien ces gens qui nous gouvernent et qui osent encore se dire socialistes sont en fait des serviteurs des riches, des ennemis des classes pauvres.

L E U R S O C I E T E

COUPURES INTEMPESTIVES D'EAU ET D'ELECTRICITE : LES FEMMES DE KOUMASSI CRIENT LEUR RAS-LE-BOL.

C'est aux cris de « *on veut l'eau !* », « *on veut l'électricité !* », « *nous sommes là pour dire trop c'est trop* »... que les femmes de Koumassi surtout celles habitant les quartiers précaires que sont : quartier Divo appelé jadis, Koumassi campement ; Terminus 32 ; cité Houphouët Boigny etc. ont envahi la direction régionale d'Abidjan sud sise à Koumassi Sicogi.

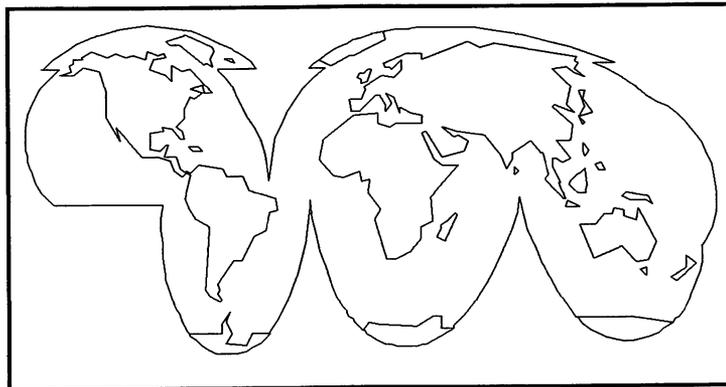
La marche de ces femmes depuis leurs quartiers respectifs a été accueillie et ovationnée par les habitants des différents quartiers qu'elles traversaient. Parce que les populations en ont marre des coupures d'eau et d'électricité qui surviennent malgré l'annonce par les autorités que le délestage prenait fin le 15 mars.

Les responsables des malheurs des populations, le gouvernement et la Sodeci, jouent à un jeu de ping-pong et se rejettent mutuellement la

responsabilité. En plus de manque d'infrastructures, d'investissement qui n'a pas suivi la démographie, il y a aussi le mépris à l'égard des populations des quartiers pauvres qui consiste à leur couper l'eau. Dans les quartiers huppés de Cocody, l'eau ne manque pas à la pompe et même leurs piscines sont toujours remplies. Les jardins sont arrosés chaque jour et en cas de coupure, la Sodeci se fait fort de les ravitailler immédiatement par des camions-citernes.

Les femmes de Koumassi tout comme souvent les femmes des quartiers de Yopougon et d'Abobo ont raison de manifester leur colère. Si tous les habitants des quartiers pauvres d'Abidjan crient ensemble de façon concertée leur ras-le-bol, cela obligera les autorités à prendre quelques mesures d'urgences qui s'imposent.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

DARLING : L'ELECTION DE NOUVEAUX DELEGUES NE PEUT PAS PALIER AU MANQUE DE COMBATIVITE DES TRAVAILLEURS

Ce témoignage d'un travailleur que nous reprenons ci-dessous montre à quel point les ouvriers de Darling se font des illusions sur le fait que de nouveaux délégués ont été élus à la place des anciens.

« Le renouvellement des délégués syndicaux a suscité de l'espoir chez nous car on espère que cette fois-ci les nouveaux élus iront défendre nos revendications auprès de la direction. Tous les travailleurs ont dit aux délégués : « on compte sur vous », Nous nourrissons cet espoir parce que ces deux dernières années notre directeur de production nous a beaucoup malmené. Ces sanctions vont souvent jusqu'au renvoi.

Par exemple, il y a une semaine, ce directeur a mis un travailleur à la porte parce qu'il est resté deux jours de plus que son arrêt maladie. Malgré l'appui du médecin traitant, il refuse de l'intégrer sous prétexte que son nom a été retiré des fichiers de l'ordinateur. C'est le premier test pour les nouveaux délégués car ce collègue a plus d'un an de présence dans l'entreprise.»

Le problème des travailleurs de Darling comme de tous les travailleurs de la zone industrielle, puisque c'est de ça qu'il s'agit, c'est de se battre. Face aux patrons c'est la lutte des travailleurs qui peut donner du poids aux délégués anciens ou nouveaux.

SOTACI : LES AFFAIRES MARCHENT BIEN, LES CONDITIONS DE TRAVAIL DOIVENT S'AMELIORER

Cela fait pratiquement deux ans que nous les travailleurs de la section de pointe et fer à béton nous travaillons tous les jours sans repos, même les dimanches, et jours de fête. Les camions de produits finis sont régulièrement chargés et d'autres attendent à la porte. Ce qui fait que le patron a fait même la commande de nouvelles machines pour une plus grande production.

Mais à côté de cette production sans cesse en croissance, nos conditions de travail se dégradent. Avant, la Sotaci comptait plus de 1.600 travailleurs embauchés comme journaliers engagés directement par elle. Aujourd'hui, nous sommes moins de 500. La direction a fait appel à plusieurs sociétés de sous-traitance. Les ouvriers travaillent sans gants, sans chaussures de sécurité, sans lunettes dans une usine où on ne travaille que l'acier, où les risques de se blesser sont énormes.

S'agissant des journaliers qu'emploie la Sotaci, il y en a qui ont plus de 8 ans d'ancienneté, mais gare à ceux qui revendiquent l'embauche, ils sont immédiatement renvoyés. Quand un

travailleur est malade ou blessé et qu'il apporte son ordonnance à la direction pour solliciter une contribution de sa part il reçoit une fin de non recevoir. La dernière fois, devant le mépris d'un chef, un collègue l'a pris par le col et ce n'est grâce à l'intervention d'autres chefs qu'il a réussi à s'en sortir.

Auparavant, les travailleurs avaient droit à une salle où ils faisaient des réunions avec les délégués. Là, ils pouvaient débattre entre eux de leurs problèmes. Il y a quelques années le patron a mis fin à cette liberté. Aujourd'hui c'est dans les allées des machines, en présence des contremaîtres que les délégués s'adressent aux travailleurs.

Cette année comme les années précédentes, le PDG de tout le groupe EUROFIND, dont fait partie la SOTACI, a fait la tournée des entreprises. Il est passé dans les ateliers pour nous serrer la main. Il s'en sort à bon compte, mais certains travailleurs ne sont pas dupes. Le sourire patronal et les poignées de mains ne nous font pas oublier que nous ne sommes pas du même monde.

1^{ER} MAI : JOURNEE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Dans de nombreux pays, comme c'est le cas ici, le 1^{er} mai a été transformé en fête du travail. Au temps du parti unique, des défilés officiels de travailleurs encadrés par les notables du parti, le patronat et les dirigeants syndicaux inféodés au régime étaient organisés ce jour là pour aller remettre les doléances du monde du travail au président. Ces défilés qui avaient des airs de carnivals, étaient souvent l'occasion pour les patrons d'entreprises de se faire de la publicité. Aujourd'hui le folklore autour du 1^{er} mai a disparu. Avec le régime actuel, il ne reste plus que la traditionnelle remise de doléances au chef de l'Etat par les dirigeants syndicaux. Ce jour là, chefs d'entreprises et dirigeants des syndicats, main dans la main, se faisant l'accolade, sont reçus au palais présidentiel. Les supposés représentants du monde du travail, trop heureux d'être les hôtes du jour du président, ne se préoccupent guère du sort qu'ont subi leurs précédents cahiers qui pourrissent certainement dans des débarras du palais.

Les origines de la commémoration

Le 1^{er} mai n'a pas toujours été une « fête du travail », mais plutôt une journée de lutte. À l'origine c'est en 1890, il y a 120 ans, que les dirigeants de l'Internationale socialiste, organisation qui regroupait les partis ouvriers des principaux pays industrialisés, ont décidé d'organiser une manifestation chaque année pour réclamer la journée de 8 heures. En effet, à cette époque la durée du temps de travail dépassait les 10 à 12 heures par jour. En même temps, ils marquent leur solidarité avec le 1^{er} mai 1886 où 5 militants ouvriers furent pendus à Chicago aux USA pour avoir fait la grève pour revendiquer les 8 heures.

En France dans la ville de Fourmies (Nord), l'armée a fait 10 morts

et 80 blessés le 1^{er} mai 1891. La liste des 1^{er} mai sanglants dans le monde est longue à énumérer.

Dans le passé, à l'approche du 1^{er} mai, les bourgeois, les gens aisés habitant dans les beaux quartiers, s'enfermaient dans leurs appartements pendant plusieurs jours. Ils faisaient des réserves de nourriture parce qu'ils avaient peur de la réaction des ouvriers. Aujourd'hui la situation est bien différente. Dans notre pays certains patrons poussent même l'arrogance jusqu'à imposer aux travailleurs de venir travailler le 1^{er} Mai.

Par ailleurs en Côte d'Ivoire, les acquis des luttes du passé qui sont les 8 heures de travail, les congés payés, pour nombre de travailleurs, c'est de l'histoire lointaine.

La pérennisation de la tradition du 1^{er} mai, une nécessité !

Le souvenir du 1^{er} mai reste toujours vivace pour les militants ouvriers de tous les pays. Il reste le symbole de la lutte de classe. Dans certains pays, c'est encore aujourd'hui une journée d'affrontement avec son lot de répressions violentes.

En Côte d'Ivoire, avec cette période électorale doublée d'une crise militaro-politique, où les tensions ethniques et xénophobes sont exacerbées, il est important de saisir cette occasion pour affirmer la fidélité et la vitalité des idéaux du mouvement ouvrier. Au moment où le patronat mène une guerre incessante contre la classe ouvrière sur le front social, raviver l'esprit du 1^{er} Mai pourrait être une réplique des travailleurs. Rompre avec la dénaturation actuelle du 1^{er} mai et en faire une journée de lutte et de revendications comme aux origines, voilà qui s'impose aujourd'hui aux organisations ouvrières.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation